



## CAHIER DES CHARGES AGENCE DE COMMUNICATION

### I. Informations générales

Intitulé de la mission	<b>Rendre plus visibles les actions des bailleurs et des partenaires en matière de lutte contre la traite des personnes en Côte d'Ivoire</b>
Bénéficiaire(s)	Victimes de traite des êtres humains Expertise France Union européenne
Pays	Côte d'Ivoire
Durée totale des jours prévus	2 ans

### II. Contexte et justification du besoin

Lancé en janvier 2019, le projet "Appui à la Lutte contre la Traite des Personnes dans les pays du Golfe" de Guinée, financé par l'Union européenne et la France est mis en œuvre par Expertise France, l'agence française de coopération technique internationale.

Il vise à appuyer six pays partenaires à savoir, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Bénin, le Ghana et le Nigéria dans le renforcement de leurs actions et de leurs capacités pour une lutte ciblée et efficace contre la traite des êtres humains, à travers (i) la consolidation des capacités institutionnelles et opérationnelles et le développement d'actions préventives, (ii) l'application effective des lois, (iii) la protection et la prise en charge adéquates des victimes et (iv) le renforcement de la coopération régionale.

En Côte d'Ivoire, Expertise France travaille en étroite collaboration avec le Comité National de Lutte contre la Traite des Personnes (CNLTP), l'organe de coordination des activités de lutte contre la traite des personnes, sous l'égide du Ministère de Solidarité, de la Cohésion sociale et de la Lutte contre la Pauvreté, les organisations de la société civile et les partenaires techniques et financiers. Expertise France leur apporte un appui régulier dans différents secteurs : le renforcement des capacités techniques et matériels des acteurs clés (institutionnels et de la société civile), la formation, la sensibilisation, la protection des victimes, etc.

Le recrutement d'une agence de communication répond à l'exigence contractuelle à laquelle Expertise France est soumise, de visibilité des bailleurs et des activités du projet.

### III. Objectifs et résultats poursuivis

#### 1) Objectif général

Contribuer à l'amélioration de la connaissance et de la visibilité des actions du projet financé par l'Union européenne et la France en Côte d'Ivoire.

## 2) Objectifs spécifiques

- S'assurer de la couverture des activités du projet par les médias et de la diffusion/publication via les réseaux de communication ;
- S'assurer de la correcte visibilité des bailleurs dans les médias et sur les supports de communication selon les règles et exigences requises ;
- Evaluer l'impact social des actions de communication.

## 3) Résultats attendus

- Des couvertures médiatiques adaptées aux activités réalisées par la mobilisation des médias (nationaux et locaux) pour une bonne diffusion de l'information sur la thématique de la traite des personnes et sur les risques d'une migration irrégulière ;
- Les actions du partenariat Expertise France/Union européenne/Acteurs Nationaux dans le domaine de la lutte contre la traite des personnes sont mieux connues et bien perçues par la population ;
- Des évaluations/estimations et analyses de l'impact social des dites couvertures médiatiques sont disponibles après la réalisation.

## IV. Description de la mission

### 1) Méthodologie et Activités prévues

- Identifier et répertorier les médias à fort taux d'audience, les communautés, les plateformes, les influenceurs les plus suivis ;
- Mobiliser les journalistes, reporters, influenceurs pour la couverture médiatique des différentes activités en capitale comme en région. Quatre types d'activités étant prévues :
  - **Activité à caractère sous régional (Golfe de Guinée)**
    - Emissions TV (02/an)
    - Emissions radio (04/an)
    - Interviews et reportages presse écrite, presse numérique (03/an)
    - Communiqués de presse (05/an)
  - **Activité à caractère national**
    - Reportage photos (01/an)
    - Reportage presse écrite, presse numérique (05/an)
    - Communiqués de presse (05/an)
  - **Activité à caractère régional**
    - Reportage presse locale, radios communautaires et de proximité (10/an)
    - Communiqués de presse (05/an)
  - **Activité interne**
    - Communiqués de presse (5/an)
- Evaluer et analyser l'impact social des couvertures et des diffusions médiatiques et consigner les résultats dans un rapport.

## 2) Livrables attendus

- Les articles, reportages, émissions radios et TV, reportages photos, les communiqués de presse, etc. sont disponibles et diffusés dans les médias identifiés avant et après l'activité proposée par le Chargé de communication du projet ALTP ;
- Les analyses des évaluations de l'impact social des activités de couverture médiatique sont disponibles ;
- Les rapports d'impact liés aux outils de collecte et analyse sont proposés.

## 3) Coordination

Le chargé de communication du projet pour Expertise France est l'interlocuteur direct des structures de communication retenues.

## V. Offres de services

Le prestataire est prié de soumettre une proposition d'offre de services détaillée selon le type d'activité (national, régional et interne) organisée en capitale ou en région.

## VI. Expertise et profil demandés

### 1) Nombre d'experts pour la mission : 1

### 2) Profil de l'expert (des experts) désigné(s) en charge de l'exécution du contrat

Le consultant doit être une personne morale (représentée par une personne physique répondant au profil ci-dessous). Il/elle devra répondre aux critères suivants :

#### A. Qualifications et compétences :

- Parfaite connaissance du paysage médiatique ivoirien en général et des médias sociaux en particulier
- D'excellentes relations avec les journalistes, les professionnels de médias et les influenceurs
- Compétences en matière de mobilisation des médias (nationaux et locaux) pour la couverture médiatique des événements d'intérêt institutionnel, social et communautaire
- Compétences et expérience reconnues en matière de couvertures médiatiques relatives aux institutions, à la jeunesse, aux femmes, à l'environnement, à la culture, à l'éducation, la migration clandestine, aux droits de l'homme, à la gouvernance etc.
- Une expérience de 3 ans avérée en relations presse, veille média et Relations Publiques
- Compétences avérées en évaluation (estimation) et analyse de l'impact social des activités de communication et de sensibilisation

#### B. Expérience professionnelle

- 5 années minimum d'expérience dans le domaine de la communication en Côte d'Ivoire ;
- Précédentes expériences dans l'organisation d'événements et la communication d'activités d'organisations internationales/structures gouvernementales ou autres
- Connaissance de la thématique de la traite des êtres humains et de la protection des personnes victimes de traite

## VII. Soumission de dossiers de candidature

Cet appel à candidature est ouvert aux personnes morales (représentée par un expert)  
Le dossier de candidature comprendra une offre technique et une offre financière.

### 7.1- L'offre technique

Elle est composée des dossiers administratifs et d'une partie méthodologique.

**Les dossiers administratifs** sont composés de :

- Une Déclaration Fiscale d'Existence (DFE) justifiant l'existence légale du candidat ;
- Une présentation du candidat ;
- Un CV détaillé avec des références de la personne en charge de la prestation ;
- La liste des prestations similaires déjà réalisées ou des attestations de bonne exécution (le cas échéant).

**La partie méthodologique** comprend :

- Le média planning (la couverture des activités sur le terrain, le suivi de la diffusion/publication, la revue de presse, la rédaction du rapport de diffusion/publication avec les données statistiques, le partage du rapport, l'intégration des amendements au rapport, relecture et soumission du rapport final).

### 7.2- L'offre financière

Budget détaillé (en Euro ou FCFA) qui prendra en compte toutes les dépenses afférentes à la couverture et à la diffusion médiatique suivant les types d'activités et la zone de réalisation. Ce budget ne devra pas excéder 20000 euro (1 euro = 655,957 FCFA).

L'offre technique et l'offre financière doivent être envoyées obligatoirement à l'adresse électronique suivante :

- [altp@expertisefrance.fr](mailto:altp@expertisefrance.fr)

et doivent être transmises au plus tard le **mercredi 30 juin 2021 à 16h00 GMT**, avec en objet du mail « **Proposition pour couverture médiatique TdP** ».

Les demandes d'information/explication sont recevables aux adresses sus-indiquées au plus tard sept (7) jours avant la clôture de l'appel à candidature.

L'appréciation de l'offre sera fondée sur les critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

1. Qualification de l'expertise	40%
2. Médias, communautés et influenceurs proposés et audiences	30%
3. Cohérence et compétitivité de l'offre financière	30%
TOTAL	100%

**Toute candidature incomplète, transmise après le délai de clôture ou ne respectant pas l'ensemble de ces exigences sera rejetée.**

Les candidatures féminines sont vivement encouragées